

*Questions orales*

fication sont en cours avec la municipalité, et nous comptons lancer un appel d'offres dans un très proche avenir.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LA PUBLICITÉ GOUVERNEMENTALE**

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE—LA POURSUITE DU PROGRAMME

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, mes questions font suite à celles de mon collègue, le député de Calgary-Centre, et s'adressent au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Laissant de côté pour l'instant, comme il l'a conseillé, le malheureux document de son ministère dont une fuite nous a donné connaissance au début de l'année, je parlerai de la teneur de la campagne publicitaire à laquelle on consacre des millions.

J'attire son attention sur une annonce parue dans le *Citizen* du 15 août sous le titre «Nous produisons plus d'énergie au Canada que nous n'en utilisons.» Cela n'est guère de nature à encourager les économies d'énergie, mais passons. L'annonce dit en toutes lettres que nous avons importé l'an dernier pour 500 millions nets de pétrole et de produits pétroliers. Voilà ce que dit l'annonce, et à \$22 le baril cela correspond à une importation nette de 62,300 barils-jour, calculés au plus juste je pense, pour 1979.

Le ministre veut-il nous expliquer comment il peut laisser répandre cette fausseté, puisque nous avons importé 334,000 barils-jour, suivant l'Office national de l'Énergie, 322,000 suivant Statistique Canada, 227,000 suivant le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (rapport au Sénat), et enfin 150,000 suivant la source la plus irrécusable qui soit, c'est-à-dire le ministre lui-même dans son discours fait à Vancouver le 15 septembre dernier? Comment peut-on poursuivre cette campagne alors qu'on a les chiffres de quatre sources aussi inattaquables?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, encore une fois mon honorable collègue n'établit pas la différence entre l'énergie dans son ensemble et le pétrole en tant qu'un des éléments particuliers de la consommation d'énergie au Canada. En ce qui concerne les réserves totales d'énergie au Canada, c'est un fait que personne n'a raison de cacher ou de mettre en doute que nous exportons, que nous sommes des exportateurs nets d'énergie. Il est temps que l'opposition se rentre cela dans la tête, si elle n'est pas au courant des faits.

Au sujet du pétrole comme tel, nous sommes des importateurs nets, et nous l'avons dit et répété constamment. Les chiffres mentionnés par l'honorable député, et que j'ai moi-même mentionnés, sont là pour l'indiquer et le prouver. Quant aux chiffres précis mentionnés par l'honorable député, extraits de l'annonce à laquelle il se réfère, je dois lui dire encore une fois qu'il se réfère à des chiffres de l'an dernier, si j'ai bien compris sa question, et je puis l'assurer que ces chiffres ont été vérifiés par les fonctionnaires de mon ministère et qu'ils correspondent à la réalité.

[Traduction]

**M. Jarvis:** Madame le Président, le ministre veut-il dire qu'il peut continuer à dépenser par millions l'argent des contribuables pour diffuser cette annonce délibérément trompeuse? Je ne l'accuse pas d'en être responsable, mais c'est trompeur dans la mesure où une annonce publicitaire dit aux Canadiens que nous importons 62,000 barils par jour alors qu'à en croire d'autres déclarations, et notamment celle du ministre, ce chiffre doit être multiplié par au moins deux fois et demie?

Je laisserai le ministre étudier la question, car je désire lui parler d'une autre annonce qu'il connaît bien au sujet des ressources de l'Arctique. Elle contient plusieurs inexactitudes, à tel point que le comité des ressources de l'Arctique canadien a communiqué avec le ministre. Pourquoi ce dernier a-t-il refusé de répondre à au moins deux demandes de renseignements de ce comité, va-t-il supprimer cette annonce, pourquoi le ministère de la Consommation et des Corporations n'enquête-t-il pas et va-t-on soumettre au comité permanent compétent toute la question des programmes publicitaires?

**M. Lalonde:** Madame le Président, je conteste absolument que l'annonce dont a parlé le député ait eu quoi que ce soit de trompeur, comme il l'a déclaré. J'ai ses déclarations sous les yeux et elles correspondent à la réalité.

Quant à la deuxième annonce dont a parlé le député, en effet le comité des ressources de l'Arctique canadien a communiqué avec moi, j'ai examiné très attentivement les déclarations et les reproches formulés, mais j'ai constaté jusqu'ici qu'un seul des points soulevés par le comité correspondait à une omission. En effet, nous avons omis de dire que Dome Petroleum participait au projet pilote de l'Arctique. Quant au reste, tout ce que dit l'annonce reflète fidèlement la réalité.

LA CONSTITUTION—L'AUGMENTATION DES SOMMES  
CONSACRÉES AU PROGRAMME

**M. John Bosley (Don Valley-Ouest):** Si vous le permettez, madame le Président, je voudrais en revenir à certaines questions concernant la publicité sur la réforme constitutionnelle. Je comptais poser mes questions au ministre d'État (Multiculturalisme), au sujet de la propagande libérale payée par les contribuables, mais comme il n'est pas là je pourrais peut-être m'adresser au président du Conseil du Trésor. Je devrais peut-être commencer par dire aux députés d'en face que nous aimons la nouvelle annonce où l'on voit tous les secrétaires parlementaires libéraux déguisés en castors qui brandissent des panneaux. Nous la trouvons formidable.

**Des voix:** Bravo!

● (1450)

**M. Bosley:** Dernièrement, les media du Québec ainsi que la Société Radio-Canada ont annoncé que le Conseil du Trésor avait décidé de porter de 9 à 30 ou 35 millions le budget des dépenses de propagande libérale dans le cadre du renouvellement de la constitution, en dépit de tous les arguments invoqués par les autres partis. Le président du Conseil du Trésor peut-il confirmer cette nouvelle?